

23.05.2012

Pendant les travaux, les SDF vont devoir quitter le tunnel des Halles à Paris

"Vous allez nous parquer quelque part quand même?", demande à un agent de la mairie Jean-René Agnassia, un SDF vivant depuis huit mois comme des dizaines d'autres sur un bout de trottoir dans le tunnel des Halles à Paris, qui va fermer pour travaux à l'automne.

"J'ai de l'autonomie ici, pour faire à manger, de la logistique", plaide-t-il en montrant les casseroles, la table entourée de chaises de bureau, un caddie et le bric-à-brac entourant les deux lits métalliques où il loge avec d'autres sans abri.

Eclairées par les néons, des voitures passent à quelques mètres de lui.

"Ici, on nous vole tout", raconte Jean-René Agnassia, qui s'inquiète en permanence pour ses papiers. "Je sors tous les jours pour la respiration, entre 17H00 et 18H30, car à l'heure de pointe, c'est impensable de rester là". A 50 mètres, des détritux s'amoncellent dans une odeur d'urine.

Dans le cadre de la rénovation du quartier des Halles à Paris, d'importants travaux sont prévus sur les voies souterraines jusqu'en 2015.

Ils ont commencé en 2011 sur certains tronçons, mais "pour cet automne, il faudra faire en sorte que les tunnels soient fermés pour raisons de sécurité", explique Olga Trostiansky, adjointe au maire de Paris chargée de la lutte contre l'exclusion.

Entre trente et cinquante SDF français et étrangers y vivent. Certains dans des tentes, d'autres sous des abris en carton. Il y a deux couples, certains y vivent depuis dix ans, d'autres partent et reviennent. Une bonne part est toxicomane.

"Ces personnes sont souvent connues des associations ou des services de la ville, mais pas forcément le fait qu'elles vivent dans les tunnels. L'objectif est de leur trouver un hébergement. Nous allons alerter les services de l'Etat (dont c'est la compétence, ndlr) pour qu'on puisse trouver une solution tous ensemble", poursuit Mme Trostiansky.

"L'idée est d'utiliser cette obligation de quitter les lieux pour aider les personnes à se projeter ailleurs (...) à élargir leur horizon", souligne Dominique Bordin, de la Mission SDF de la Ville de Paris.

"On ne promet pas la lune, mais on fera le maximum en fonction de ce que les gens acceptent, car pour une personne qui vit depuis douze ans dans la rue, même une semaine d'hôtel c'est l'enfer, sans parler du manque de places disponibles", explique Alice Tan, de l'association Aux captifs, la Libération, qui coordonne les maraudes dans le centre de la capitale.

Jean-René Agnassia, un Français qui a multiplié les démarches pour obtenir un logement depuis sa sortie de prison en septembre, exclut d'aller vivre dans un centre d'hébergement, où les sans-abri — en majorité des migrants sans papiers — reçoivent un repas et dorment dans des chambres collectives ou dortoirs, souvent à la nuit.

"Vous avez vu la fréquentation? Moi je ne suis pas du genre à attendre l'heure du repas", explique-t-il.

Renata et Marjan dorment sous une tente dans un triangle coincé derrière des barrières, le long de la voie. Leur petit enclos, qu'ils partagent avec deux autres Polonais, est propre avec son tapis, ses étagères en carton plastifié portant des conserves, sa tente et son lit deux places tiré au cordeau.

Le couple, qui vit là depuis six mois, redoute surtout d'être séparé. "Il faut faire dans la dentelle", estime Mme Trostianksy, en rappelant que les places d'hébergement pour femmes ou couples sont très insuffisantes en Ile-de-France.

Pour Jean-René Agnassia, la résidence sociale, "avec un petit studio" mais une cuisine et un salon collectifs, pourrait être une solution. "J'attends, peut-être qu'il existe encore une chance", soupire-t-il.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

©2012 Agence France-Presse

Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (dépêches, photos, logos AFP) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, rediffusée, traduite, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP. L'AFP ne pourra être tenue pour responsable des délais, erreurs, omissions qui ne peuvent être exclus, ni des conséquences des actions ou transactions effectuées sur la base de ces informations.